



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

MEDEF

**Discours de Bruno Le Maire,
ministre de l'Économie et des Finances**

Jouy-en-Josas

Mercredi 30 août 2017

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



Dans cette rentrée, ce que vous attendez du gouvernement et du président de la République, ce ne sont pas des discours, mais des actes.

Donc : je ferai court.

Deux objectifs, une conviction, un défi.

*

Premier objectif : transformer l'outil productif français.

Pourquoi ?

Parce qu'il reste trop fragile, trop vulnérable à un retournement de conjoncture, à l'appréciation de l'euro, à une hausse des taux d'intérêt.

Parce que nos ETI ne sont pas assez nombreuses, 4500 contre 12 000 en Allemagne. Nos PME ne sont pas assez engagées dans la révolution digitale en cours.

Parce que les révolutions technologiques vont vite et que nous jouons notre survie sur des pans entiers de l'industrie nationale. Je pense par exemple à la maîtrise des systèmes cyber-physiques pour le transport terrestre, l'aéronautique et la défense, ou les usines de futur.

Innover ou disparaître, voilà le choix.

Et parce que nous ne réalisons pas tout notre potentiel : nous limitons la casse en période de crise, mais nous ne décollons pas en période de croissance. Nous restons dans le bas du tableau européen.

La France peut faire mieux, beaucoup mieux : elle a tous les talents pour cela. Elle a vos talents, les talents de vos collaborateurs et de vos salariés, elle a votre imagination, votre force créatrice. Elle a des institutions stables, elle a des infrastructures solides, elle a des centres de recherche performants.

Une chose manque : un cadre économique plus favorable. Ce cadre, nous allons le construire ensemble en accélérant notre transformation économique.

Comment ?

D'abord par la transformation de notre marché du travail.

Demain le Premier ministre présentera les 5 ordonnances sur le code du travail. Cette réforme fondamentale doit vous sécuriser dans l'embauche d'un collaborateur. Elle doit mettre fin à un marché du travail à 2 vitesses, qui exclut au lieu d'inclure. Elle est la mère de toutes les réformes, nous le savons.

Ensuite par la fiscalité.

Notre fiscalité doit être simple et stable. Elle doit favoriser le risque et récompenser le travail. Elle doit encourager la transition écologique.



Pour atteindre cet objectif :

Nous supprimerons l'ISF.

Nous ne maintiendrons qu'une contribution sur les actifs immobiliers. L'immobilier comme outil de travail restera exonéré de toute imposition. Avec la suppression de l'ISF, nous voulons attirer les investisseurs dont nous avons besoin pour développer vos entreprises, nous voulons enrayer la fuite des talents, nous voulons récompenser la prise de risques.

Nous baisserons l'impôt sur les sociétés de 33,3% à 25% d'ici 2022.

Nous commencerons avec un taux de 28% dès 2018 sur la fraction de bénéfices inférieure à 500 000 euros. Nous baisserons le taux à 31% pour tous les bénéfices à partir de 2019 tout en maintenant le taux de 28% pour les bénéfices inférieurs à 500 000 euros. Ce sera ensuite 28% en 2020 pour tous les bénéfices, 26,5% en 2021 et 25% en 2022. Cette trajectoire sera inscrite dans le PLF 2018. Nous maintiendrons évidemment le taux réduit de 15% pour les PME qui en bénéficient déjà.

Nous mettrons en place dès 2018 un prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital à 30%.

Ce sera un gage de simplicité et de meilleur financement de notre économie. La fiscalité de l'épargne salariale ne sera pas modifiée, parce que nous souhaitons que le travail soit autant récompensé que le risque. Il est juste que vos salariés soient récompensés à la hauteur de leur engagement et soient associés directement aux transformations en cours.

La fiscalité de l'assurance vie ne sera pas modifiée non plus pour les contrats lorsque le montant des encours ne dépasse pas 150 000 €. Par ailleurs, les revenus des versements déjà effectués ne sont pas concernés quels que soient leur montants.

Nous transformerons le CICE en allègement de charges direct en 2019.

Il y a des inquiétudes pour les PME ? Je suis prêt à vous entendre. En revanche la bascule en allègement de charges se fera, pour une raison simple : elle vous garantit la pérennité de la baisse de charges et elle vous donne la lisibilité sur le long terme dont vous avez besoin. Sur la baisse des charges, je ne ferme la porte à aucune évolution qui permettrait de tenir compte de la nécessaire montée en qualification des salariés et des exigences de compétitivité de notre économie, en particulier dans le secteur industriel.

Je souhaite que nous sécurisions ces choix fiscaux dans le long terme : la sécurité fiscale est une garantie de compétitivité de notre économie.

Sur ces bases, nous construirons une économie de la création :

Nous maintiendrons les dispositifs de soutien à la recherche, en particulier le CIR.

Nous commencerons à céder dans les prochaines semaines des participations de l'Etat dans des entreprises du secteur concurrentiel pour alimenter un fonds de 10 milliards d'euros pour l'innovation de rupture.



Nous transformerons nos dispositifs de formation pour permettre à chaque salarié de gagner en compétence et de suivre les révolutions technologiques en cours. La formation des salariés, en particulier les moins qualifiés, est un enjeu majeur. Pour les salariés. Pour vous aussi, les entrepreneurs : comment accepter que dans la vallée de l'Arve, des industriels du décolletage peinent à trouver un technicien de maintenance ou des ingénieurs ?

De manière plus générale, nous ferons évoluer notre modèle éducatif. La valorisation de la créativité, la relance de la filière scientifique sont des enjeux majeurs. Nous voulons y travailler avec Jean-Michel BLANQUER.

Au printemps 2018, je présenterai une loi sur la transformation des entreprises qui viendra compléter ces premières décisions. Je vous invite à participer aux travaux préparatoires à partir d'octobre prochain.

*

Deuxième défi : transformer la zone euro en continent économique à part entière, aussi puissant que la Chine ou les Etats-Unis.

Un continent économique capable de défendre ses intérêts :

Nous déposerons une proposition sur la taxation des GAFAs : Google, Amazon, Facebook, Apple, au prochain Conseil des ministres des Finances de Tallinn, avec le soutien de plusieurs Etats européens.

Nous ferons également une proposition sur le contrôle des investissements stratégiques en France et en Europe, avec mes homologues allemand et italien. L'Europe doit être en mesure de défendre ses intérêts autant que les grandes puissances économiques les défendent.

Et nous ne laisserons pas des prédateurs s'attaquer aux entreprises qui font le patrimoine de notre pays.

Un continent plus intégré :

Il est temps que les Etats membres de la zone euro avancent concrètement dans la voie d'une intégration réelle : convergence fiscale, mise en place d'un Fond Monétaire Européen, budget de la zone euro, coordination des politiques économiques et ministre des Finances de la zone euro. La chancelière Angela MERKEL a récemment fait part de son ouverture sur ces points. Preuve que nous pouvons avancer vite dès le lendemain des élections allemandes avec notre partenaire allemand. Le président de la République a annoncé hier qu'il ferait des propositions sur l'avenir de l'Europe dans les prochaines semaines.

Pourquoi est-ce nécessaire ?

Parce que cela permettra à la zone euro de produire plus de croissance et plus d'emploi. Parce que cela donnera à la zone euro une identité politique qui lui fait cruellement défaut.

Parce que face à l'affirmation de la puissance économique chinoise avec les routes de la soie, face aux sanctions extra-territoriales des Etats-Unis, qui pénalisent notre commerce, l'Europe doit affirmer sa propre puissance. Personne ne nous fera de cadeau. Nous



devons être unis. Nous ne devons plus être 19 Etats face au reste du monde, mais un seul continent face à la mondialisation.

*

Une conviction : nous devons aller vite.

Il y a urgence à accomplir la transformation économique de la France.

La révolution technologique en cours ne nous attendra pas. Pour rester une nation leader dans le monde de demain, la France doit investir, innover, former. Elle doit libérer les capacités de création des entrepreneurs.

*

Un défi : que cette transformation de notre modèle économique et de la zone euro profite à tous, et pas à quelques uns. La réussite économique ne doit pas se faire au prix de la disparition des classes moyennes, mais de leur renforcement. Nous devons faire émerger en France une nouvelle classe moyenne, qui sera le cœur battant de notre nation.

Nous réfléchissons à ce défi dans le cadre des rencontres de Bercy le 21 novembre prochain, qui seront ouvertes par le président de la République et qui porteront sur le thème : « ruptures technologiques et inégalités. »

La France doit retrouver toute sa puissance économique, mais elle doit aussi livrer la bataille des idées économiques.

Pour retrouver sa grandeur, la France ne doit pas rêver de sa grandeur, elle doit la construire en se confrontant à la réalité. Elle doit comprendre les faits, qui sont têtus, en particulier les faits économiques. N'oublions pas l'avertissement de Marcel PROUST : « On lit les journaux comme on aime, un bandeau sur les yeux. On ne cherche pas à comprendre les faits. On écoute les douces paroles du rédacteur en chef, comme on écoute les paroles de sa maîtresse. On est battu et content parce qu'on ne se croit pas battu, mais vainqueur. »

Arrêtons de nous croire contents quoique battus, devenons contents parce que vainqueurs. Vainqueurs pour notre nation, vainqueurs pour sa prospérité et celle de nos enfants.

*

Un dernier mot plus personnel.

A vous entrepreneurs, je ne dis pas : c'est donnant - donnant.

Je ne vous dis pas : si vous ne créez pas des emplois, nous changerons à nouveau la fiscalité des entreprises.

Je ne crois pas à cette logique de conditions, qui ruine le bien le plus précieux pour une économie : la confiance.

Je vous dis : nous allons répondre à vos attentes, répondez à celles des Français.



Engagez-vous pour que cette transformation de notre économie et de notre marché du travail se traduise par plus d'embauches, en particulier pour les plus fragiles, ceux à qui personne ne donne leur chance. Prenez votre part à la solidarité sans laquelle aucune société ne tient debout. Affirmez votre rôle dans le retissage des liens entre nos compatriotes. Je sais que dans cette salle, vous êtes nombreux à croire à une économie humaine et à la pratiquer : continuez !

Vous pouvez compter sur le gouvernement pour délivrer notre économie des chaînes qui entravent sa croissance et pour la transformer en profondeur. Je compte sur vous pour en faire le meilleur usage.

Ensemble, nous pouvons changer la France. Nous pouvons en faire une nation de prospérité et de création.

Alors ne perdons pas de temps.

Au travail.

Je vous remercie.